

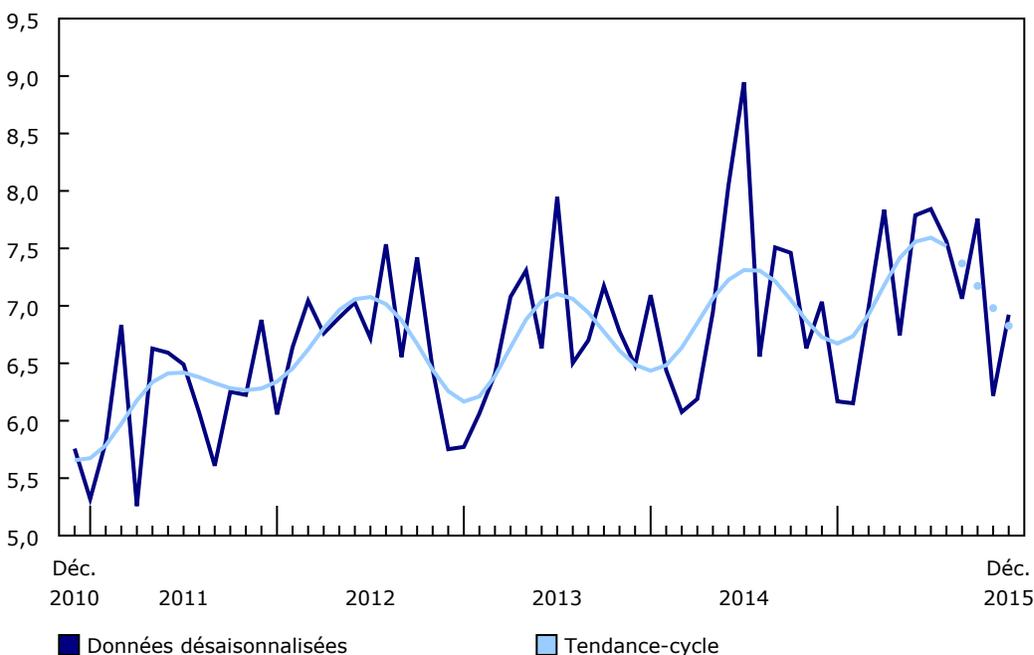
Permis de bâtir, décembre 2015

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 8 février 2016

La valeur totale des permis de bâtir délivrés par les municipalités canadiennes a augmenté de 11,3 % pour s'établir à 6,9 milliards de dollars en décembre, après une baisse de 19,9 % observée le mois précédent. La croissance des intentions de construction de logements multifamiliaux au Québec, en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta est à l'origine de la hausse.

Graphique 1 Valeur totale des permis

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

Dans le secteur résidentiel, les intentions de construction ont progressé de 16,3 % pour atteindre 4,7 milliards de dollars en décembre, après avoir diminué de 17,9 % le mois précédent. Des hausses ont été observées dans toutes les provinces, à l'exception de la Saskatchewan. Cette croissance est principalement attribuable à une augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux.

Les municipalités ont délivré des permis de construction non résidentielle d'une valeur de 2,3 milliards de dollars en décembre, ce qui représente une hausse de 2,5 % par rapport au mois précédent. Cette augmentation fait suite à un recul de 23,2 % enregistré en novembre. Une hausse de la valeur des permis de construction commerciale a plus que compensé les diminutions observées dans les composantes institutionnelle et industrielle. Six provinces ont déclaré des hausses, la plus importante augmentation ayant été enregistrée en Alberta.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Secteur résidentiel : croissance attribuable à une augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux

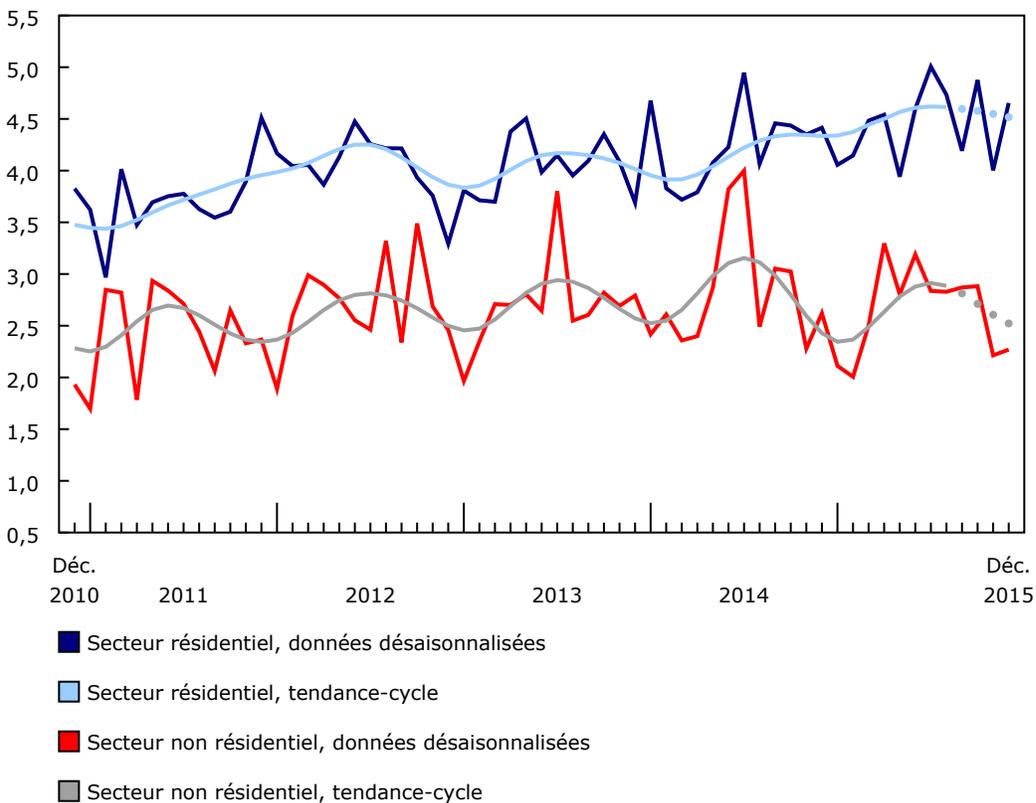
La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a progressé de 39,1 % pour se fixer à 2,3 milliards de dollars en décembre, après une baisse de 33,8 % enregistrée en novembre. Neuf provinces ont fait état d'une hausse des intentions de construction, le Québec, l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta arrivant en tête. Terre-Neuve-et-Labrador a été la seule province à enregistrer une diminution.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a légèrement diminué de 0,1 % par rapport à novembre, de sorte qu'elle était relativement stable à environ 2,3 milliards de dollars pour un quatrième mois consécutif. Les hausses observées dans sept provinces n'ont pas suffi à compenser les baisses enregistrées dans les trois autres provinces, la baisse la plus marquée ayant été enregistrée en Saskatchewan.

Les municipalités ont approuvé la construction de 17 506 nouveaux logements en décembre, ce qui représente une hausse de 16,5 % par rapport au mois précédent. La progression observée résulte principalement des logements multifamiliaux, dont le nombre a augmenté de 25,6 % pour atteindre 11 816 nouvelles unités. Le nombre de logements unifamiliaux s'est accru de 1,3 % pour atteindre 5 690 nouvelles unités.

Graphique 2 Secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

Secteur non résidentiel : croissance attribuable à une hausse des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale

Après avoir connu un recul marqué le mois précédent, la valeur des permis de construction non résidentielle a augmenté de 2,5 % en décembre pour se chiffrer à 2,3 milliards de dollars. Les hausses enregistrées dans les intentions de construction commerciale ont plus que compensé les diminutions observées dans les composantes institutionnelle et industrielle.

Après avoir enregistré trois reculs mensuels consécutifs, les intentions de construction d'immeubles commerciaux ont crû de 14,6 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars en décembre. Cette hausse est surtout attribuable à une augmentation des intentions de construction de complexes de vente au détail et, dans une moindre mesure, d'entrepôts et de centres de recherche. Des augmentations ont été observées dans cinq provinces, l'Ontario et la Colombie-Britannique arrivant en tête. L'Alberta et le Québec ont enregistré les baisses les plus prononcées.

La valeur des permis de construction de la composante industrielle a reculé de 3,2 % pour s'établir à 405 millions de dollars en décembre, soit un troisième repli mensuel consécutif. Ce recul s'explique surtout par une baisse des intentions de construction d'usines de fabrication, de projets industriels mineurs et de bâtiments d'entretien. Les baisses enregistrées en Ontario et en Colombie-Britannique ont plus que contrebalancé les hausses déclarées ailleurs.

Les intentions de construction institutionnelle ont connu une baisse de 13,6 % pour s'établir à 594 millions de dollars en décembre, soit une deuxième baisse mensuelle consécutive. La diminution à l'échelle nationale est principalement attribuable à un affaiblissement des intentions de construction d'établissements à vocation médicale et d'écoles primaires. Des reculs ont été enregistrés dans sept provinces, la baisse la plus prononcée ayant été observée au Québec, suivi de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. L'Alberta a enregistré une hausse considérable de la valeur des permis de construction de structures institutionnelles.

Provinces : fortes augmentations en Alberta, en Ontario et en Colombie-Britannique

La valeur totale des permis de bâtir a augmenté dans huit provinces en décembre, l'Alberta venant en tête, suivie de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.

En Alberta, la valeur des permis de bâtir a crû de 26,0 % pour se chiffrer à 1,2 milliard de dollars en décembre, après une baisse de 56,3 % observée le mois précédent. L'augmentation s'explique par l'accroissement des intentions de construction dans les secteurs résidentiel et non résidentiel, particulièrement au chapitre des structures institutionnelles et des logements multifamiliaux.

Les municipalités ontariennes ont délivré des permis de bâtir d'une valeur de 2,7 milliards de dollars en décembre, ce qui représente une progression de 5,7 % par rapport au mois précédent. La croissance s'explique surtout par une augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux et d'immeubles à vocation commerciale.

En Colombie-Britannique, la valeur totale des permis de bâtir s'est accrue de 12,5 % pour atteindre 1,2 milliard de dollars en décembre, soit une troisième progression mensuelle consécutive. Une augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux et d'immeubles à vocation commerciale est à l'origine de cette croissance mensuelle.

Hausse des intentions de construction dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

En décembre, la valeur totale des permis de bâtir a augmenté dans 20 des 34 régions métropolitaines de recensement, la hausse la plus prononcée étant survenue à Toronto, suivie de Calgary et de Montréal.

À Toronto, les hausses s'expliquent surtout par un accroissement des intentions de construction de logements multifamiliaux et, dans une moindre mesure, d'immeubles commerciaux. À Calgary, la hausse est attribuable à une augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux et d'immeubles industriels.

À Montréal, la hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux a compensé les reculs enregistrés dans toutes les autres composantes.

Données annuelles, 2015

La valeur des permis de bâtir s'est chiffrée à 85,0 milliards de dollars en 2015, ce qui est inchangé par rapport à 2014. Les intentions de construction résidentielle se sont accrues de 4,4 %, mais la croissance a été annulée par une baisse de 6,3 % dans la composante non résidentielle.

Secteur résidentiel : augmentation attribuable à la croissance des intentions de construction de logements multifamiliaux

La valeur des permis de construction résidentielle délivrés par les municipalités a augmenté de 4,4 % par rapport à l'année précédente pour s'établir à 53,2 milliards de dollars en 2015, poursuivant ainsi une tendance à la hausse amorcée après les reculs enregistrés en 2008 et en 2009. En 2015, la valeur des permis de construction résidentielle s'est accrue dans trois provinces, à savoir l'Ontario, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse. L'Alberta a déclaré la baisse la plus marquée, soit de 8,9 %, la première diminution observée dans la province depuis 2009.

Secteur non résidentiel : baisses observées dans les trois composantes, particulièrement dans les immeubles commerciaux

Les intentions de construction non résidentielle se sont établies à 31,8 milliards de dollars en 2015, en baisse de 6,3 % par rapport à 2014. Toutes les composantes ont enregistré des reculs, celle des immeubles commerciaux affichant la plus forte baisse. Six provinces ont déclaré une baisse des intentions de construction d'immeubles non résidentiels. Ce sont les permis de construction d'immeubles institutionnels au Québec qui ont affiché la baisse la plus marquée.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir compte plus de 2 400 municipalités représentant 95 % de la population canadienne. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Prochaine diffusion

Les données des permis de bâtir de janvier seront diffusées le 8 mars.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada —
Données désaisonnalisées

| | Décembre 2014 | Octobre 2015 | Novembre 2015 ^r | Décembre 2015 ^p | Novembre à décembre 2015 | Décembre 2014 à décembre 2015 |
|--------------------------|---------------------|-----------------|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|
| | millions de dollars | | | | variation en % | |
| Total | 7 035,0 | 7 757,8 | 6 217,3 | 6 922,9 | 11,3 | -1,6 |
| Résidentiel | 4 414,1 | 4 876,2 | 4 002,9 | 4 653,5 | 16,3 | 5,4 |
| Unifamilial ¹ | 2 519,6 | 2 348,0 | 2 329,0 | 2 325,9 | -0,1 | -7,7 |
| Multifamilial | 1 894,5 | 2 528,3 | 1 673,9 | 2 327,6 | 39,1 | 22,9 |
| Non résidentiel | 2 620,9 | 2 881,6 | 2 214,4 | 2 269,4 | 2,5 | -13,4 |
| Industriel | 435,9 | 449,2 | 418,3 | 404,8 | -3,2 | -7,1 |
| Commercial | 1 413,5 | 1 412,1 | 1 108,0 | 1 270,3 | 14,6 | -10,1 |
| Institutionnel | 771,5 | 1 020,2 | 688,1 | 594,2 | -13,6 | -23,0 |
| | nombre d'unités | | | | variation en % | |
| Logements totaux | 16 095 | 19 866 | 15 022 | 17 506 | 16,5 | 8,8 |
| Unifamilial ¹ | 6 320 | 5 732 | 5 616 | 5 690 | 1,3 | -10,0 |
| Multifamilial | 9 775 | 14 134 | 9 406 | 11 816 | 25,6 | 20,9 |

^r révisé

^p provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableaux CANSIM [026-0006](#) et [026-0010](#).

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire — Données désaisonnalisées

| | Décembre 2014 | Octobre 2015 | Novembre 2015 ^r | Décembre 2015 ^p | Novembre à décembre 2015 | Décembre 2014 à décembre 2015 |
|---------------------------|---------------------|-----------------|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|
| | millions de dollars | | | variation en % | | |
| Canada | 7 035,0 | 7 757,8 | 6 217,3 | 6 922,9 | 11,3 | -1,6 |
| Résidentiel | 4 414,1 | 4 876,2 | 4 002,9 | 4 653,5 | 16,3 | 5,4 |
| Non résidentiel | 2 620,9 | 2 881,6 | 2 214,4 | 2 269,4 | 2,5 | -13,4 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 67,7 | 55,4 | 48,3 | 45,0 | -6,9 | -33,5 |
| Résidentiel | 45,0 | 41,4 | 34,3 | 38,2 | 11,4 | -15,2 |
| Non résidentiel | 22,6 | 14,0 | 14,1 | 6,8 | -51,6 | -69,9 |
| Île-du-Prince-Édouard | 19,5 | 24,3 | 11,8 | 11,6 | -2,0 | -40,6 |
| Résidentiel | 17,9 | 9,9 | 6,5 | 9,3 | 43,6 | -48,1 |
| Non résidentiel | 1,6 | 14,4 | 5,4 | 2,3 | -56,9 | 40,9 |
| Nouvelle-Écosse | 86,9 | 95,1 | 72,6 | 76,8 | 5,7 | -11,7 |
| Résidentiel | 63,4 | 51,2 | 50,5 | 51,1 | 1,2 | -19,3 |
| Non résidentiel | 23,6 | 43,9 | 22,1 | 25,6 | 16,1 | 8,8 |
| Nouveau-Brunswick | 62,6 | 66,8 | 46,8 | 57,3 | 22,5 | -8,4 |
| Résidentiel | 47,6 | 33,6 | 29,9 | 34,6 | 15,7 | -27,3 |
| Non résidentiel | 15,0 | 33,1 | 16,9 | 22,7 | 34,5 | 51,6 |
| Québec | 1 139,8 | 1 122,3 | 1 084,9 | 1 171,6 | 8,0 | 2,8 |
| Résidentiel | 723,7 | 673,5 | 587,4 | 806,1 | 37,2 | 11,4 |
| Non résidentiel | 416,1 | 448,8 | 497,5 | 365,5 | -26,5 | -12,2 |
| Ontario | 2 513,6 | 2 623,4 | 2 576,5 | 2 723,8 | 5,7 | 8,4 |
| Résidentiel | 1 688,6 | 1 785,0 | 1 734,8 | 1 893,9 | 9,2 | 12,2 |
| Non résidentiel | 825,1 | 838,4 | 841,7 | 829,9 | -1,4 | 0,6 |
| Manitoba | 236,3 | 202,7 | 157,7 | 227,0 | 43,9 | -3,9 |
| Résidentiel | 150,4 | 103,1 | 94,3 | 134,2 | 42,3 | -10,8 |
| Non résidentiel | 86,0 | 99,6 | 63,4 | 92,8 | 46,3 | 8,0 |
| Saskatchewan | 140,0 | 325,6 | 148,7 | 165,1 | 11,0 | 17,9 |
| Résidentiel | 74,5 | 84,8 | 86,6 | 76,0 | -12,3 | 2,0 |
| Non résidentiel | 65,6 | 240,7 | 62,1 | 89,1 | 43,6 | 35,9 |
| Alberta | 1 741,8 | 2 165,2 | 945,7 | 1 191,5 | 26,0 | -31,6 |
| Résidentiel | 943,3 | 1 314,1 | 565,1 | 674,0 | 19,3 | -28,5 |
| Non résidentiel | 798,5 | 851,1 | 380,7 | 517,5 | 35,9 | -35,2 |
| Colombie-Britannique | 1 014,0 | 1 061,8 | 1 108,4 | 1 247,2 | 12,5 | 23,0 |
| Résidentiel | 649,0 | 772,3 | 807,2 | 931,8 | 15,4 | 43,6 |
| Non résidentiel | 365,0 | 289,5 | 301,2 | 315,4 | 4,7 | -13,6 |
| Yukon | 8,7 | 11,3 | 11,5 | 3,2 | -72,4 | -63,4 |
| Résidentiel | 7,2 | 4,9 | 2,9 | 1,7 | -41,8 | -76,9 |
| Non résidentiel | 1,4 | 6,4 | 8,6 | 1,5 | -82,6 | 4,9 |
| Territoires du Nord-Ouest | 4,0 | 2,3 | 4,1 | 2,8 | -32,1 | -30,7 |
| Résidentiel | 3,6 | 1,7 | 3,5 | 2,8 | -19,2 | -22,8 |
| Non résidentiel | 0,4 | 0,7 | 0,7 | 0,0 | -100,0 | -100,0 |
| Nunavut | 0,0 | 1,7 | 0,2 | 0,1 | -46,2 | ... |
| Résidentiel | 0,0 | 0,8 | 0,0 | 0,0 | -100,0 | ... |
| Non résidentiel | 0,0 | 0,9 | 0,2 | 0,1 | -37,9 | ... |

^r révisé

^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM [026-0006](#).

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement — Données désaisonnalisées¹

| | Décembre 2014 | Octobre 2015 | Novembre 2015 ^r | Décembre 2015 ^p | Novembre à décembre 2015 | Décembre 2014 à décembre 2015 |
|--|---------------------|----------------|----------------------------|----------------------------|--------------------------|-------------------------------|
| | millions de dollars | | | | variation en % | |
| Total, régions métropolitaines de recensement | 5 452,5 | 6 272,4 | 4 734,1 | 5 487,5 | 15,9 | 0,6 |
| St. John's | 49,2 | 33,7 | 27,2 | 28,1 | 3,1 | -42,9 |
| Halifax | 39,3 | 45,5 | 26,2 | 32,6 | 24,3 | -17,0 |
| Moncton | 21,5 | 32,6 | 13,1 | 11,8 | -9,5 | -45,0 |
| Saint John | 6,5 | 11,2 | 5,9 | 11,2 | 88,8 | 71,5 |
| Saguenay | 9,2 | 11,6 | 8,6 | 8,5 | -1,2 | -8,0 |
| Québec | 87,7 | 117,9 | 157,1 | 140,2 | -10,7 | 59,9 |
| Sherbrooke | 19,0 | 23,5 | 28,8 | 42,4 | 47,3 | 123,3 |
| Trois-Rivières | 12,4 | 23,7 | 45,4 | 15,3 | -66,3 | 23,8 |
| Montréal | 655,0 | 594,9 | 404,2 | 563,8 | 39,5 | -13,9 |
| Ottawa—Gatineau, Ontario/Québec | 179,8 | 214,2 | 226,2 | 195,9 | -13,4 | 9,0 |
| Partie Gatineau | 58,2 | 31,3 | 28,2 | 29,6 | 5,2 | -49,2 |
| Partie Ottawa | 121,5 | 183,0 | 198,0 | 166,3 | -16,0 | 36,8 |
| Kingston | 17,0 | 16,0 | 10,8 | 12,4 | 14,6 | -27,0 |
| Peterborough | 11,9 | 11,0 | 14,0 | 9,0 | -35,8 | -24,9 |
| Oshawa | 77,0 | 50,9 | 83,1 | 50,1 | -39,7 | -34,9 |
| Toronto | 1 376,3 | 1 380,2 | 1 327,8 | 1 579,0 | 18,9 | 14,7 |
| Hamilton | 144,1 | 121,1 | 134,2 | 100,2 | -25,3 | -30,5 |
| St. Catharines—Niagara | 39,7 | 76,2 | 76,3 | 42,0 | -45,0 | 5,8 |
| Kitchener—Cambridge—Waterloo | 122,7 | 91,6 | 98,5 | 122,8 | 24,7 | 0,1 |
| Brantford | 5,4 | 12,5 | 24,2 | 8,1 | -66,7 | 49,8 |
| Guelph | 43,8 | 23,1 | 51,0 | 57,3 | 12,5 | 31,0 |
| London | 110,2 | 85,7 | 72,4 | 73,1 | 1,0 | -33,7 |
| Windsor | 31,9 | 53,9 | 38,7 | 25,3 | -34,7 | -20,6 |
| Barrie | 28,5 | 46,5 | 52,2 | 69,7 | 33,3 | 144,1 |
| Grand Sudbury | 10,3 | 37,6 | 16,3 | 5,3 | -67,7 | -48,8 |
| Thunder Bay | 2,4 | 23,9 | 8,7 | 7,1 | -18,6 | 195,8 |
| Winnipeg | 175,3 | 157,2 | 111,5 | 182,1 | 63,2 | 3,9 |
| Regina | 57,9 | 44,6 | 27,6 | 72,3 | 161,9 | 24,8 |
| Saskatoon | 47,3 | 244,7 | 61,2 | 64,0 | 4,6 | 35,5 |
| Calgary | 566,6 | 1 396,0 | 279,4 | 468,9 | 67,8 | -17,2 |
| Edmonton | 774,7 | 439,4 | 412,9 | 462,1 | 11,9 | -40,4 |
| Kelowna | 39,4 | 84,9 | 51,9 | 29,1 | -43,9 | -26,0 |
| Abbotsford—Mission | 18,6 | 23,9 | 15,3 | 71,9 | 370,5 | 287,6 |
| Vancouver | 604,6 | 698,5 | 762,6 | 831,4 | 9,0 | 37,5 |
| Victoria | 67,5 | 44,1 | 60,6 | 94,5 | 55,9 | 40,1 |

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des [régions métropolitaines de recensement](#).

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM [026-0006](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [026-0001](#) à [026-0008](#) et [026-0010](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2802](#).

Le numéro de décembre 2015 de la publication *Permis de bâtir* ([64-001-X](#)) paraîtra bientôt.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Monia Bergeron au 613-286-5152, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.